

Note d’information sur la situation économique nationale

au premier trimestre 2022

### L’arrêté des comptes nationaux du premier trimestre 2022 fait ressortir un net ralentissement de la croissance de l’économie nationale se situant à 0,3% au lieu de 2% durant le même trimestre de l’année précédente. Les activités non agricoles ont affiché une augmentation de 2,5% et celles du secteur agricole une baisse de 14,3%.

### Tirée par la demande intérieure, cette croissance a été réalisée dans un contexte d’une forte inflation et d’une aggravation du besoin de financement de l’économie nationale.

**Net ralentissement de la croissance économique**

La **valeur ajoutée du secteur primaire** en volume**,** corrigée des variations saisonnières**,** s’est contractée de 13,9% au premier trimestre 2022, après avoir enregistré un accroissement de 18,7% le même trimestre de l’année précédente. Cette baisse a résulté du fort **repli des valeurs ajoutées de:**

* l’agriculture de 14,3% au lieu d’une hausse de 19,4%;
* la pêche de 7,3% au lieu d’une hausse de 4,5%.

De son côté, **la valeur ajoutée du secteur secondaire,** en volume**,** a connu un recul de 0,9% au premier trimestre 2022 au lieu d’une hausse de 1,1% le même trimestre de l’année précédente. Ceci a résulté de l’effet conjugué de la baisse des valeurs ajoutées:

* de l’industrie d’extraction de 4,8% au lieu d’une hausse de 3%;
* des industries manufacturières de 2,4% au lieu d’une baisse de 0,8% ;

et de la hausse de celles :

* de « Electricité, gaz, eau, assainissement et déchets » de 3,7% au lieu de 1,4% ;
* du bâtiment et travaux publics de 1,8% au lieu d’une hausse de 5,7%.

**Par ailleurs, La valeur ajoutée du secteur tertiaire**, a affichéune hausse de 4,4% au cours du premier trimestre 2022 après une baisse de 0,8% durant la même période de l’année précédente. Elle a été marquée par la hausse des activités de :

* Hébergement et restauration, avec 25,3% au lieu d’une forte baisse de 27,9% ;
* Transports et entreposage, avec 5,7% au lieu d’un recul de 15,5%;
* Commerce et réparation véhicules, avec 5% au lieu de 0,5%;
* Services rendus par l’Administration publique générale et la sécurité sociale, avec 4,8% au lieu de 4,5%;
* Services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale, avec 4% au lieu de 2,3%.

Et du ralentissement de celles :

* des services financiers et assurances, à 2,1% au lieu de 2,7%;
* des services Immobiliers, à 1,9% au lieu de 2,5%.

Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu, ainsi, une hausse de 2,5% au lieu d’une baisse de 0,1% le même trimestre de l’année précédente.

Dans ces conditions, et tenant compte de la baisse de 0,2% des impôts sur les produits nets des subventions au lieu d’une hausse de 2,4%, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** s’est accru de 0,3% durant le premier trimestre 2022 au lieu de 2% l’année précédente.

**Taux d’inflation en hausse**

Aux prix courants, le PIB a connu une hausse de 4,3% au lieu de 3,7% une année auparavant, dégageant ainsi une augmentation du niveau général des prix de 4% au lieu de 1,7%.

**Une demande intérieure en net ralentissement**

La demande intérieure a affiché un net ralentissement passant de 6,8% durant le même trimestre de l’année précédente à 0,7%, contribuant ainsi pour 0,8 point à la croissance économique nationale au lieu de 6,8 points.

C’est ainsi que les dépenses de consommation finale des ménages ont connu un ralentissement de leur taux d’accroissement passant de 6% au premier trimestre 2021 à 1,1% avec une contribution à la croissance de 0,7 point au lieu de 3,5 points.

De son côté, la consommation finale des administrations publiques a affiché une hausse de 5,4% au lieu de 4,9%, avec une contribution à la croissance de 1 point au lieu de 0,9 point.

La formation brute de capital fixe (FBCF) a en registré, de sa part, un ralentissement à 0,7% au lieu de 3 ,3% une année auparavant, avec une contribution à la croissance de 0,2 point au lieu de 0,9 point, durant le même trimestre de l’année précédente.

****Une contribution négative des échanges extérieurs****

Au niveau des échanges extérieurs de biens et services en volume, aussi bien les exportations que les importations ont enregistré des fortes hausses durant le premier trimestre 2022. C’est ainsi que les importations de biens et services ont affiché une hausse de 6,8% au lieu de 6,2%, avec une contribution négative à la croissance de 2,6 points au lieu d’une contribution négative de 2,1 points, durant la même période de l’année passée. De leur côté, les exportations ont augmenté de 6,6% au lieu d’une baisse de 8,2%, avec une contribution à la croissance de 2,1 points au lieu d’une contribution négative de 2,7 points une année auparavant.

Dans ce cadre, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à 0,5 point au lieu d’une contribution négative de 4,8 point durant le premier trimestre 2021.

**Aggravation du besoin de financement**

Avec une augmentation, aux prix courants, de 4,3% du PIB au lieu de 3,7% au premier trimestre de l’année passée et un net ralentissement à 4,6% du taux d’accroissement des revenus nets reçus du reste du monde au lieu de 50,2%, la croissance du revenu national brut disponible a connu un ralentissement passant de 5,8% la même période de l’année passé à 4,3% au premier trimestre 2022.

Compte tenu de l’accroissement de 5,1% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 8,2% enregistré une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 25,7% du PIB au lieu de 26,3%.

L’investissement brut (FBCF, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a représenté 29,8% du PIB au lieu de 27,5% durant le même trimestre de l’année précédente. Le besoin de financement de l’économie nationale s’est ainsi aggravé par rapport au premier trimestre 2021 passant de 1,2% du PIB à 4,1%.

En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du premier trimestre 2022.

